

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.5/L.54
Le 26 juillet 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. ISSAH MOUASSIE
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

Mouassié Issah,
Cultivateur,
demeurant à Foumbot

à

Monsieur Cecil RANKIN,
Chef de la section des pétitions
Division de la tutelle

C'est avec grand respect que je viens auprès de votre haute bienveillance, répondre au jugement rendu inapte de ma pétition ^{1/} que j'ai déposée devant le Comité de tutelle sous administration française.

Les preuves montrant que, le nommé Yangouo, garde de police s'est emparé de mes biens et de ma servante, sont les témoins dont les noms suivants sont :

1. Kwéndanvouo Mémoumati, 2. Nkamndoum Pierre, 3. Nzié Assana, 4. M'ba' Ousmanou, 5. Péssoume Moïse. Ce dernier témoin a vu ma servante et mes biens expédiés de Foumbot dans un camion arriver à Douala. Le garde de police en question est sujet de cette expédition. 6. Le père de cet agent de police, le nommé Njitagni a été dans le même camion où se trouvait ma fortune. Il en a aussi été témoin. J'ai porté plainte contre ce garde de police devant le Commissaire qui a interrogé ces témoins cités l'un après l'autre. Tous ont dit de ce qu'ils ont vu. En outre, j'ai vu chez le complice Lorand, frère toujours de mon accusé, quelques uns de mes biens que je vous avais cités les noms d'articles dans la précédente pétition. J'en ai averti le Commissaire qui en a fait l'enquête. Après cette enquête le Commissaire m'a promis les dommages d'intérêt de 50.000 dont cette insuffisante

somme d'argent me sera versée par l'Etat de gouvernement du territoire. J'ai déposé des plaintes successives devant la justice de ma région dont l'une a daté l'année 1951 et l'autre 1952 sans aucun résultat jusqu'à présent. Non plus, ni moins la justice de paix à compétence étendue de Foumban ne m'a satisfait. La loi n'est respectée au Cameroun que par les pauvres gens et non par tout le monde, comme en France. Par conséquent, le garde ayant plus d'autorité que moi parce qu'il est police demeure tranquille avec mes biens alors que je souffre des misères de toutes sortes avec ma famille. Voici pourquoi je suis venu auprès de votre haute bonté vous implorer une pitié satisfaisante.

Avec l'espoir que ma preuve sera prise en considération, veuillez monsieur le chef de division de tutelle mes sentiments les plus pressés.

Foumbot, le 10 juillet 1954

(signé) .. illisible ..
